



Analyse des propositions des acteurs locaux en matière de résolution de la crise sécuritaire dans le delta intérieur du Niger et le Seeno

Adama DIAWARA

Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Issa DIALLO

Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS), Bamako, Mali

Lamine SANDY

Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS), Bamako, Mali

Issa OUATTARA

Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux (INFTS), Bamako, Mali

issosfr@yahoo.fr

Résumé : La présente recherche s'inscrit dans la perspective de trouver une solution alternative à l'insécurité dans le Delta Intérieur du Niger et le Seeno au Centre du Mali. Son objectif est d'analyser les propositions de réponses endogènes à cette crise. La démarche méthodologique de type qualitatif, s'est appuyée sur la revue documentaire. Avec un échantillon de cinq cent dix (510) individus répartis entre les deux zones à travers des entretiens individuels et des focus-groupes, les données collectées ont fait l'objet d'une analyse de contenu des discours. Les résultats de l'étude montrent la volonté générale des populations locales à en finir avec le conflit. Il ressort qu'une sortie de crise définitive passe par un changement de paradigme dans le traitement de la question. Pour cela, certains acteurs négligés par l'Etat sont mieux désignés pour faire aboutir la paix dans le Delta Intérieur du Niger et le Seeno.

Mots clés : Acteurs locaux, Delta Intérieur du Niger, Insécurité, Propositions, Seeno.

Analysis of local stakeholders' proposals for resolving the security crisis in the Inner Niger Delta and Seeno.

Abstract : The present research is part of the effort to find an alternative solution to the insecurity in the Inner Niger Delta and the Seeno in Central Mali. Its aim is to analyze proposals for endogenous responses to this crisis. The qualitative methodological approach was based on a literature review. With a sample of five hundred and ten (510) individuals distributed between the two zones through individual interviews and focus groups, the data collected was subjected to a content analysis of the discourses. The results of the study show the general willingness of local populations to put an end to the conflict. What emerges is that a definitive end to the crisis requires a paradigm shift in the way the issue is dealt with. To this end, certain actors neglected by the state are better placed to bring about peace in the Inner Niger Delta and Seeno.

Keywords: Local players, Inner Niger Delta, Insecurity, Proposals, Seeno.

Introduction

Pays sahélien à vocation agro-sylvo-pastorale, le Mali connaît depuis 2012, une crise multidimensionnelle sans précédent. Cette crise s'est manifestée par l'annexion de deux tiers de son territoire, jusqu'en janvier 2013, une crise politique, avec un coup d'État suivi d'un retour heurté à la légalité constitutionnelle ; une crise humanitaire, avec l'exode de plusieurs centaines de milliers de déplacés dans les régions du Centre et du Sud (Bamako, Mopti, Kayes, Ségou, Sikasso) et de réfugiés dans les pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie, Algérie et Niger) (Thiam, 2017, p.7).

Cette crise, marquée au départ par des velléités séparatistes des mouvements rebelles touareg du Nord contre l'Etat malien, a pris aujourd'hui plusieurs formes. Aux mouvements indépendantistes (rébellions), s'ajoutent d'autres formes d'insécurité comme le banditisme résiduel, les affrontements inter et intracommunautaires, ou encore le terrorisme (Tandjigora, 2019, p.6). Aussi, la crise qui a débuté dans le septentrion s'est répandue à partir de 2015 au centre du pays, notamment dans la région de Mopti, où les violences des groupes armés terroristes, narco-djihadistes, des milices d'auto-défense et les conflits intercommunautaires parfois instrumentalisés se sont amplifiés. Des villages ont été brûlés, d'autres sont assiégés par des blocus, leurs habitants sont pourchassés (FIDH et AMDH, 2018, p.6). Au plus fort de la crise, plus de 500 000 personnes ont été déplacées (Diallo et Traoré, 2023, p.397). De septembre 2012 à août 2022, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est passé de 118 795 à 422 620 individus (DNDS, 2022, p.4). Ces chiffres montrent la persistance de la crise et l'intensification des violences contre les populations civiles.

Malgré la forte présence militaire de l'armée nationale et celle récente des forces internationales, cette crise persiste. C'est pourquoi, il est apparu nécessaire de conduire cette étude qui aiderait à trouver des solutions produites par le bas, c'est-à-dire par les populations elles-mêmes. Cette recherche met au jour les dimensions souvent escamotées dans la recherche des solutions de paix au Mali. En effet, au-delà des solutions proposées par les acteurs extérieurs, il est intéressant d'interroger les acteurs endogènes de cette crise. Ceci nous conduit au questionnement suivant : quelles sont les solutions que proposent les acteurs d'en bas dans le cadre de la résolution des conflits dans le Delta Intérieur du Niger et le Seeno ? Quelle analyse pouvons-nous faire de ces propositions ? L'objectif de ce travail est d'analyser les propositions de réponses endogènes à cette crise.

Structuré autour de trois parties, l'article présente les aspects méthodologiques, les résultats qui sont ensuite discutés.

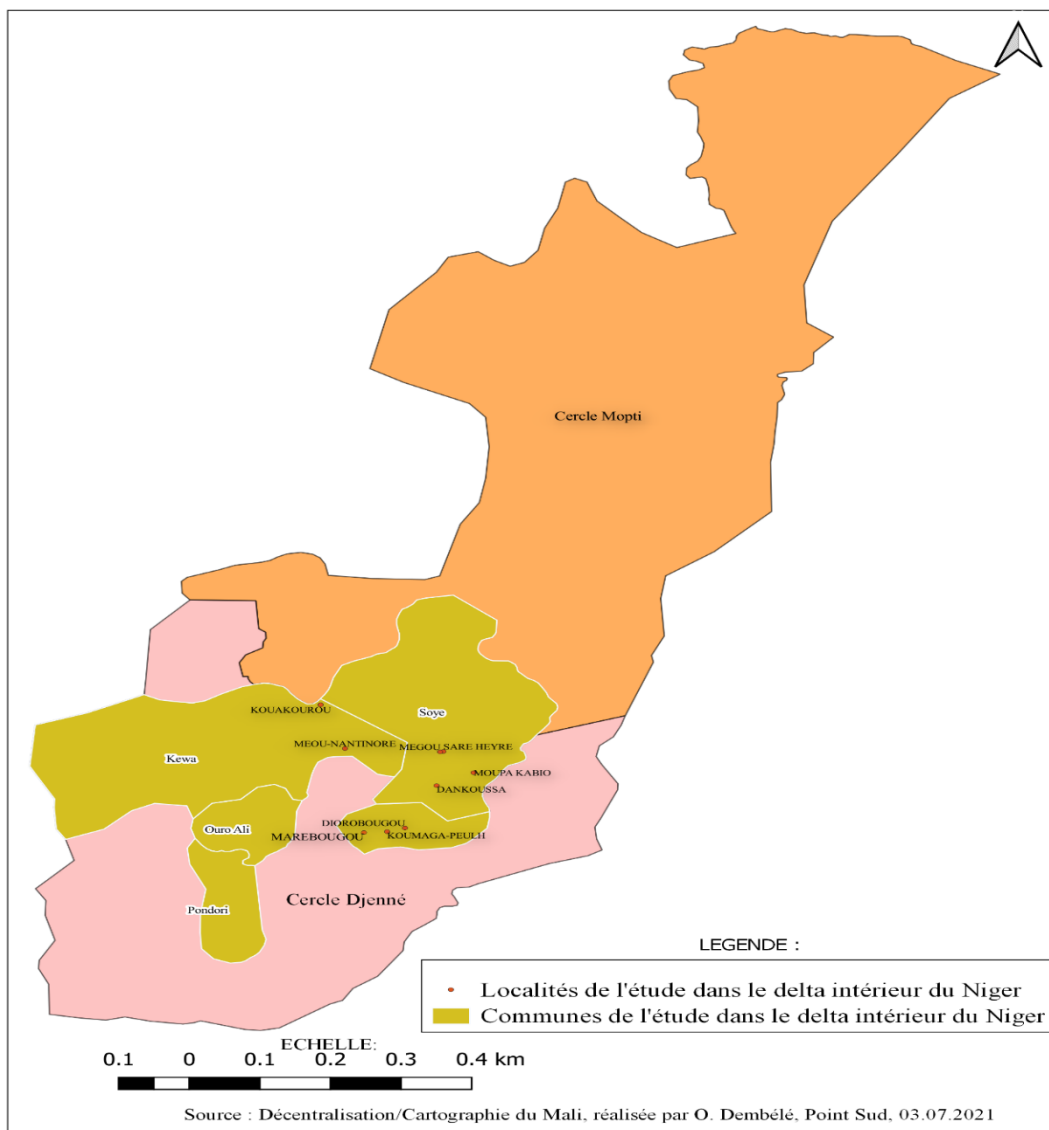
1. Matériel et méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude

- Le Delta Intérieur du Niger

Le Delta Intérieur du Niger, encore appelé delta central du Niger, est la partie intermédiaire du fleuve Niger où il se subdivise en de nombreux bras avant de reprendre un cours normal. Il couvre une superficie d'environ 64 000 km² entre les villes de Djenné et Tombouctou et constitue la plus grande zone humide de l'Afrique de l'Ouest (carte 1).

Carte 1 : présentation du DIN et de ses localités enquêtées



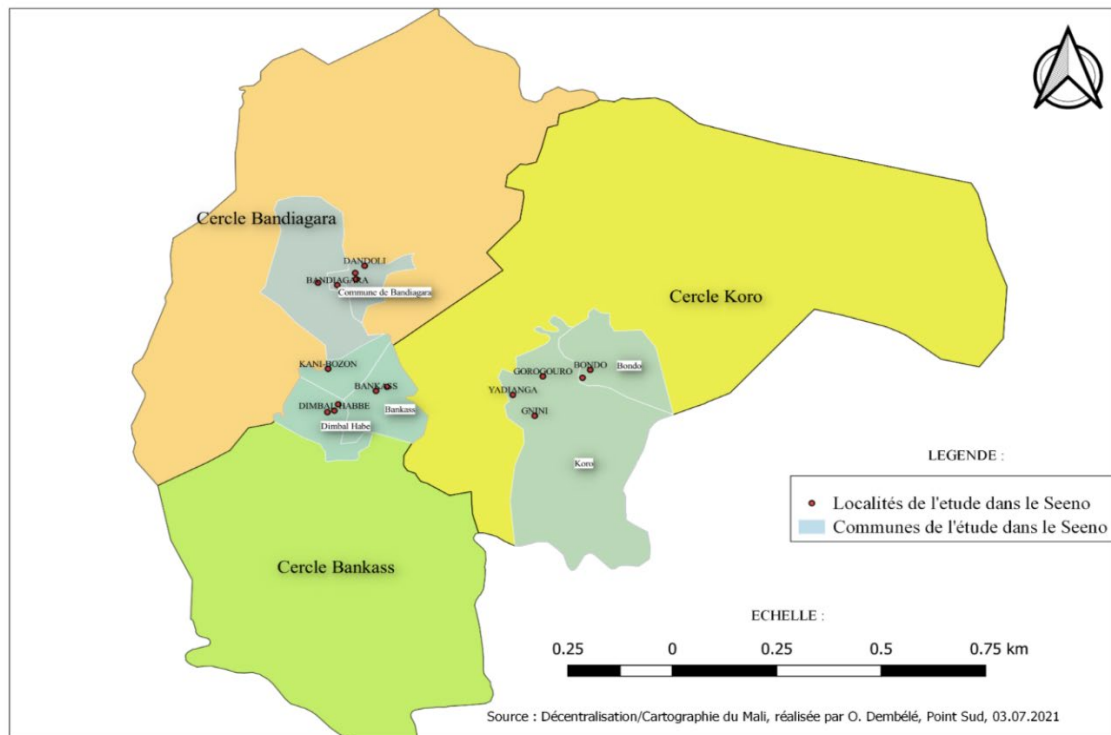
Le Delta Intérieur du Niger (DIN) a toujours été sujet à des tensions à cause de la concurrence entre les activités et ce, depuis l'époque de l'empire peuhl du Macina (1818-1862). Les litiges fonciers sont réglés par la coutume et les règles édictées par le droit positif.

Les ressources du DIN sont exploitées concomitamment par des pêcheurs, éleveurs et agriculteurs. Ainsi, quand la plaine est inondée, les pêcheurs investissent les lieux. Quand l'eau se retire, les éleveurs transhumants, d'ethnie peuhl pour la plupart, investissent les mêmes endroits. C'est pourquoi, la gestion des conflits constitue une des caractéristiques principales de la vie sociale du DIN, caractérisé par la présence de divers groupes communautaires et socioprofessionnels qui entretiennent des rapports complémentaires et souvent conflictuels.

- Le Seeno

Le Seeno couvre une vaste zone constituée de plaines et de bas-fonds qui offrent la possibilité de plusieurs activités (carte 2).

Carte 2 : présentation du Seeno et de ses localités enquêtées



Les activités économiques du Seeno portent essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'artisanat et le tourisme.

1.2. Démarche méthodologique

Afin d'atteindre l'objectif principal de la recherche, l'approche qualitative a été adoptée. Cette approche permet d'analyser en profondeur les solutions préconisées par les acteurs endogènes. En effet, le guide d'entretien de type semi-directif a été retenu.

- Recherche documentaire

Elle est essentielle, car il existe une abondante littérature sur la crise au Mali. En plus des documents de la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et de l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), des rapports d'experts, des articles scientifiques et des rapports de la Direction Nationale du Développement Social du Mali ont été mobilisés. Cette revue documentaire a permis de faire l'état des lieux des connaissances sur la question.

- Entretien semi directif

Parallèlement à la phase de recherche documentaire, celle de la collecte de données sur le terrain s'est traduite par des entretiens individuels avec les acteurs clés. Toutes les deux zones (inondée et exondée) de la région connaissent des situations conflictuelles à des degrés divers selon leurs spécificités sociohistoriques et géographiques. Cependant, la situation sécuritaire ne permettait pas de réaliser des interviews dans certaines communes. Aussi, sur la base d'un critère de choix tenant compte de la couverture géographique optimale et des thématiques, les groupes d'acteurs suivants ont été enquêtés dans les localités retenues (tableau 1).

Tableau 1 : cibles et localités enquêtées

Autorités traditionnelles	Autorités religieuses	Groupes d'auto-défense	Elus locaux/ONG	Déplacés
- Chefs de village - Chefs traditionnels - Responsables de "ton" villageois	- Imams - Pasteurs - Responsables de cultes traditionnels	- Dan Na Ambassagou - Autodéfense peulh	- Maires - ONG humanitaires - ONG paysannes	- Koro - Bankass - Bandiagara - Youwarou - Tenenkou - Diafarabé

Source : enquêtes de terrain, 2022

La collecte des données dans les deux zones a duré au moins 30 jours. Dans chaque zone, des entretiens individuels ont été conduits avec les personnes ressources/structures notamment, les organisations de femmes et de jeunes, les organisations religieuses et coutumières, les organismes d'appui-conseils et administratifs, les collectivités territoriales, les ONG, les radios locales, etc.

- Echantillonnage

L'étude a concerné les zones inondées et exondées de la région de Mopti. Les critères ayant prévalu au choix des localités sont : l'insécurité persistante, l'atteinte à la libre circulation ainsi que la chute des activités économiques. Au total, 510 personnes réparties entre les deux zones, ont été interviewées sous forme de focus groupes et d'entretiens individuels (tableau 2).

Tableau 2 : répartition de l'échantillon

Localités	Bandiagara	Bankass	Koro	Youwarou	Tenenkou	Diafarabé
Instruments						
Focus groupes	15	15	15	15	15	15
Entretiens Individuels	70	70	70	70	70	70
Total	510					

Source : enquêtes de terrain, 2022

Le guide d'entretien semi-directif utilisé était modulable en fonction de l'acteur rencontré.

- Négociation d'accès au terrain

L'accès au terrain a été négocié depuis Bamako avec l'appui des étudiants ressortissants des différentes localités qui ont souvent été utilisés comme facilitateurs locaux. Leur rôle a consisté à identifier les groupes cibles pour l'étude mais aussi à chercher des endroits sûrs pour réaliser les entretiens.

- Limites de l'étude

Certaines limites sont à signaler, notamment le non accès à certaines zones réputées être le nid des groupes armés terroristes (GAT). Comme alternative, l'équipe de recherche a proposé des entretiens téléphoniques avec les mêmes groupes cibles. Nous considérons cela comme une limite dans la mesure où

l'entretien en présentiel est plus bénéfique. La seconde limite demeure l'absence des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans l'échantillon, car elles sont régulièrement citées dans les entretiens. Mais pour des questions d'autorisation hiérarchique, les FDS n'accordent pas d'entretien.

2. Résultats

2.1. *Négociateur avec les vrais acteurs*

Il ressort des entretiens recueillis auprès des populations que l'État malien n'est pas en train de négocier avec les vrais acteurs de la crise. En effet, il faut éviter le piège des associations ethniques comme *TabitalPulaku* ou *Ginna Dogon* qui ne représentent pas les groupes armés. En effet, les peulhs engagés dans les localités de Djenné, Youwarou, Diafarabé, etc, ne reconnaissent un registre ethnique peulh, mais plutôt jihadiste. L'appel d'Hamadoun Kouffa n'est pas ethnique mais religieux avec un ancrage ethnique. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle, la milice peulh (excepté la branche de Hamma Founé) n'est pas en contact avec l'État car, la hiérarchie occupée par des djihadistes impose une ligne de conduite. Il en est de même pour l'association *Ginna Dogon* qui n'a aucune emprise sur la milice dogon comme le témoigne le président de cette association à Bandiagara :

En réalité, ces gens-là sont des bandits. Ils ont compris qu'avec des armes on peut s'enrichir facilement en pillant les populations. Sinon, il y eut des guerres par le passé qui ont été prises en charge par nos institutions comme le Toguna sous l'égide du Hogon. Mais ils ne veulent rien entendre de tout ça, le drame est que TOLOBA ne contrôle plus ses hommes. Je précise aussi que Dan Na Ambassagou n'est pas une émanation de tous les dogons. Je dirai même que nous sommes pris en otage par ces gens-là. Donc, il revient à l'État de s'assumer.

Dans ces conditions, l'État ne pourra pas s'appuyer sur les associations ethniques qui sont des formes de pièges politiques. Ces associations ont créé l'illusion de maîtriser la situation avec une élite intellectuelle à Bamako et l'État est tombé dans le piège. Les entretiens indiquent clairement un épuisement des populations, mais aussi des groupes armés.

Par ailleurs, dans le cadre de cette négociation, il est utile de se poser la question suivante : comment retrouver les vrais acteurs ? Il ressort de cette recherche que pendant longtemps, l'État n'a pas considéré les maires, les chefs de village comme des vrais acteurs mais ils sont simplement associés à la pacification. La crise perdure car, les vrais acteurs ne sont pas touchés. Or, justement, les dialogues humanitaires initiés par certaines ONG montrent que les élus locaux et certaines personnalités influentes moins connues peuvent aider au

retour de la paix. Ces individus sont bien connus. Il suffit de les insérer dans un vaste programme expérimental de retour de la paix à petite échelle.

2.2. *Rassurer les groupes armés favorables à la paix*

Durant la collecte des données, il est ressorti que beaucoup de membres des groupes armés souhaitent intégrer le processus de Démobilisation, Désarmement, Réinsertion (DDR) mais veulent des garanties. En effet, beaucoup ont été menacés par leur hiérarchie de ne pas adhérer au programme quand bien-même ils en avaient l'intention. Il revient à l'État d'intensifier l'appel à la réinsertion en s'appuyant sur les réseaux communautaires pour rassurer. En effet, il ressort des discussions avec les notabilités de Bankass le constat suivant :

Ce que beaucoup ne savent pas, c'est que ces hommes en armes ont fait trop de torts aux populations. Ils ont peur que le conflit finisse ainsi. Certains sont connus pour avoir commis des exactions, donc ils ne peuvent plus revenir dans la vie normale impunément. Maintenant, leur problème, c'est comment sortir sain et sauf de cette histoire-là sans dommage pour eux et leurs proches. C'est tout ce qui les empêche d'aller à la paix.

Ce discours fait état d'une peur de répression des hommes armés après la fin des conflits par les populations qui subissaient les atrocités. Par ailleurs, il est aussi nécessaire comme solution à ces conflits de couper les sources d'approvisionnement des groupes armés.

2.3. *Couper les sources d'approvisionnement des groupes armés*

D'où proviennent les armes et munitions des groupes armés non étatiques ? Cette question est régulièrement posée par les populations locales. Au-delà des armes récupérées à l'armée et celles de fabrication artisanale, il demeure encore des interrogations sur la provenance de ces munitions qui ne tarissent pas et pourtant elles ne sont pas produites sur le sol malien. Lors du focus-groupe réalisé auprès des femmes de Koro, il apparaît que des hommes en armes séjournant dans la forêt de Bih (à la frontière burkinabè) seraient approvisionnés sur place :

Lorsque nous partions pour le ramassage des fruits de karité vers 04h ou 05h du matin, souvent nous apercevions des avions qui nous survolaient à basse altitude pendant de longues minutes. La lumière n'était pas assez forte, mais on pouvait entendre des objets qui tombaient de l'avion. D'autres ont témoigné avoir vu les mêmes opérations.

Ce discours témoigne du ravitaillement des groupes armés en armes de guerre par des avions sans en connaître l'auteur ou les auteurs.

Au-delà de couper les sources d'approvisionnement, la consolidation des accords d'entente précaire entre les communautés est aussi une nécessité.

2.4. *Consolider les accords d'entente précaire entre les communautés*

A ce niveau, à titre d'illustration, les populations du Cercle de Koro ont tenté à plusieurs reprises de trouver un accord permettant la fin de la crise. En 2018, il y a eu un accord dans le cercle entre les communautés dogon et peulh. Plusieurs chefs de village ont été impliqués dans cette négociation. Le 28 août 2018, l'accord a été signé. Cependant, on observe toujours des vols de bétails mais aussi le déplacement massif de la population. L'objectif de cet accord était de laisser les paysans cultiver leurs champs en toute tranquillité. La principale question qu'on se pose est de savoir comment consolider cet accord ? Pour ce faire, l'impérieuse nécessité s'impose de donner un cadre formel aux accords locaux de paix en s'appuyant sur les légitimités traditionnelles. En effet, les populations sont frustrées que l'État soit resté en marge de ces accords portés par les leaders traditionnels et les ONG.

2.5. *Vers une nouvelle stratégie de prévention et d'alerte précoce*

Face à cette situation de crise sécuritaire sévère et mobile, les Forces Armées Maliennes (FAMA) sont appelées à s'inscrire dans une dynamique participative. Cette dynamique peut se traduire par le développement d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide intégrés dans les systèmes de fourniture et de collecte des renseignements. L'élaboration d'une doctrine du renseignement conjoint, le renforcement du Centre Sahélien d'Analyse des Menaces et d'Alerte Précoce (CSAMAP) peuvent s'opérer à travers le développement de l'intelligence sécuritaire et le renforcement du système de communication.

3. Discussion

Les résultats de cette recherche indiquent qu'en plus de la réponse militaire, la stratégie de l'État malien pour résoudre la crise dans le Delta Intérieur du Niger et le Seeno, a longtemps consisté à négocier avec des acteurs de second plan. C'est pourquoi, il ressort de l'étude, la nécessité d'un changement de paradigme dans les modes de résolution de la crise sécuritaire. La nouvelle posture que devra adopter l'État malien doit reposer sur l'instauration d'une négociation directe entre l'État et les protagonistes de l'insécurité (groupes armés d'obédience religieuse, milices d'auto-défense), l'inclusion des autorités non étatiques (maires, chefs de villages, leaders traditionnels) en tenant compte des spécificités de chaque zone dans le règlement de la crise. Ces résultats convergent vers ceux de maintes études menées ces dernières années sur le Centre du Mali. Ainsi, dans le cadre du retour de la paix dans cette zone, A. Thiam (2017, p.48) a montré que l'État doit reconsidérer la

question du Centre sur de nombreux plans. D'après cet auteur, cela implique de réfléchir à une stratégie de développement pour le Centre au Mali qui intègre les différentes problématiques qui influent sur les dynamiques de conflit dans cet espace : marginalisation de la jeunesse, absence de débouchés pour la production pastorale, cohabitation des modes de production pastoraux et agricoles. Pour ce faire, A. Thiam (2017, p.50) a ajouté que : « *L'Etat doit affirmer sa présence afin de garantir la sécurité humaine des populations et veiller à redéployer tous ses services en étroite association avec les autorités locales non étatiques (municipales, traditionnelles et religieuses), qui se sentent abandonnées* ».

Nos résultats vont dans le même sens que ceux obtenus par la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) dans une enquête conjointe menée en 2018. Dans ledit rapport, la FIDH et l'AMDH (2018, p.77-50) ont conclu sur la nécessité de changer d'approche pour ramener la paix au Centre du Mali. D'après ce rapport, la nouvelle stratégie de l'Etat malien devrait mêler action militaire et mesures sociales et économiques en développant les initiatives de paix au niveau local pour limiter la propagation du conflit, en renforçant les efforts locaux de médiation et entreprendre des initiatives en vue d'appliquer des modes de règlement des conflits intercommunautaires.

Par ailleurs, il ressort de l'étude, l'impérieuse nécessité du renforcement des accords locaux de paix. Cette idée est corroborée par un rapport du Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD) publié en 2022. D'après ce rapport (2022, p.38) :

Après cinq mois de médiation entre les parties, trois accords de paix à l'échelle de communes ont été signés dans le cercle de Koro entre Peulhs et Dogons entre le 12 et le 24 janvier 2021, couvrant 11 des 16 communes du cercle. Ayant servi de mesure de confiance pour attester de la ferme volonté des communautés à mettre un terme au conflit, ces accords ont été parachevés par la signature d'un accord à l'échelle du cercle le 26 février 2021, en présence du Ministère malien de la Réconciliation. Depuis la signature des accords, 25 590 déplacés sont revenus, 26 personnes ont été libérées, 8 embargos sur des marchés à l'encontre de l'une ou l'autre des communautés ont été levés ainsi que 26 checkpoints sur des voies, 1 238 têtes de bétail ont été restituées, 57 écoles ont rouvert (soit plus de 10 300 élèves retournés en classe) et les attaques ont cessé. Les communautés peuvent désormais circuler et cultiver leurs champs librement. La signature des accords à Koro a avant tout permis aux communautés des cercles voisins, également touchés par des conflits, de prendre conscience que la paix est possible. L'accalmie obtenue les a convaincus de s'engager à leur tour pour la paix. Ces accords ont eu un retentissement national et international, car ils sont les premiers dans la zone à avoir permis un arrêt des affrontements entre communautés grâce à l'association des groupes armés au processus.

Le renforcement du système de renseignements et d'alerte précoce devrait également contribuer à la prévention des crises dans la zone d'étude. Pour que les forces armées soient efficaces et pertinentes, elles doivent au préalable s'appuyer sur des avis, des expériences et des leçons apprises du passé dans les localités d'intervention afin de mieux calibrer les actions de prévention et de lutter contre les phénomènes d'insécurité dans le Centre. Il est à noter aussi que dans le cadre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Mali dispose déjà d'un système d'alerte précoce et de réponse rapide interne intégré au niveau du cabinet du Chef de Gouvernement/Premier ministre. Il s'agit ici de s'appuyer sur ce cadre pour développer des mécanismes d'évaluation du contexte sécuritaire et de produire des rapports mensuels sur les tendances sécuritaires des pays, les zones sensibles, les causes de fragilité, les opportunités d'actions conjointes à engager, tout en mettant en exergue les enjeux et les risques.

Conclusion

Ce travail avait pour objectif d'analyser les propositions de solutions des acteurs locaux afin de sortir de la crise sécuritaire au centre du Mali. Les résultats révèlent la nécessité pour l'Etat malien de changer de paradigme dans le traitement de la crise. L'État semble évoluer dans un schéma sécuritaire global inopérant dans certaines formes de crise. Il s'agit d'engager un dialogue direct avec les acteurs clés de l'insécurité, notamment les groupes armés favorables à la paix, de formaliser les accords de paix passés entre les communautés (notamment entre peulhs et dogons) en s'appuyant sur les leaders traditionnels. Aussi, faudrait-il renforcer le système de renseignements et d'alerte précoce pour prévenir les crises. Il ne faut pas imaginer qu'il y a une solution globale à cette crise. Chaque zone géographique pourrait avoir une approche particulière.

Références bibliographiques

- DIALLO Issa, TRAORE Bourema, 2023, Hygiène chez les déplacés internes du Nord et du Centre à Bamako : l'exemple des quartiers de Faladiè et de Niamana, in DIARRA Modibo, KONE N'Bégué, TRAORE Idrissa Soïba et DIA Mamadou (dirs), *Conflit et terrorisme au Mali et au Sahel, regards croisés*, Bamako, L'Harmattan, pp.395-416.
- Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD), 2022, *La médiation des conflits locaux au Sahel : Burkina Faso, Mali & Niger*, Centre HD, Suisse.
- Direction Nationale du Développement Social-DNDS, 2022, *Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) - Rapport DTM*, Bamako.

- FIDH, AMDH, 2018, *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*, rapport d'enquête, Paris.
- TANDJIGORA Fodié, 2019, « L'insécurité au Mali : formes et manifestations », *Etudes Maliennes-Revue Semestrielle de l'Institut des Sciences Humaines (ISH)*, N°86/2019, pp.6-13.
- THIAM Adam, 2017, *Centre du Mali : enjeux et dangers d'une crise négligée*. Rapport final, Centre pour le dialogue humanitaire, [En ligne] sur : <https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/centre-du-mali-enjeux-etdangers-dune-crise-neglige.pdf>, consulté le 17 octobre 2023.